

#ALISHA - LE CENTRE HUBERTINE AUCLERT RAPPELLE LA NECESSITE ABSOLUE DE LA PREVENTION DES CYBERVIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Alors que le cyberharcèlement chez les mineur·es s'intensifie et à la lumière du meurtre d'une jeune fille après avoir subi des cyberviolences sexuelles, le Centre Hubertine Auclert incite les établissements scolaires à développer la prévention systématique des cyberviolences en prenant en compte la dimension sexiste de ces violences.

Déjà en 2015-2016, une étude pionnière menée dans les établissements scolaires franciliens par le Centre Hubertine Auclert, avait alerté sur l'importance du cybersexisme. 17% des jeunes filles avaient été confrontées depuis le début de l'année à des cyberviolences à caractère sexuel en lien avec des photos, vidéos ou textos. L'année 2020 a été marquée par une explosion des cyberviolences contre les filles et les femmes : **dans un contexte de crise sanitaire et de confinement, la vie en ligne et son lot de violences sexistes et sexuelles, se sont intensifiées.** Et notamment l'"affichage" de photos intimes de jeunes filles sans leur consentement, à travers des comptes fisha ou du cyberharcèlement de leurs camarades, a proliféré. Un harcèlement sexuel qui a des conséquences dramatiques pour les victimes, pouvant aller jusqu'à leur mort.

Il est donc urgent de ne pas minimiser ces formes de cyberviolences, de rappeler aux adolescent·es la loi qui prévoit que la diffusion de contenus intimes, sans l'accord de la personne, est passible de 2 ans de prison et 60 000 euros d'amende. Il est aussi urgent de soutenir les victimes, sans les culpabiliser. La prévention de ces violences par les établissements scolaires et les collectivités est indispensable, ainsi que la prise en compte de leur dimension sexiste. A travers les cyberviolences sexistes et sexuelles, qui concerne majoritairement des filles et des femmes, c'est le contrôle des corps des jeunes filles et de leur sexualité qui est en jeu.

« Nous alertons depuis plusieurs années sur le vaste problème des cyberviolences à travers la production de campagnes et de ressources pour les professionnel·les et les victimes. Les adolescentes ne sont pas épargnées. Il est urgent de les soutenir et de prévenir ces violences dans l'éducation dès le plus jeune âge. Cela n'est évidemment pas simple, et en ce sens nous proposons un accompagnement aux établissements scolaires et aux collectivités » indique Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert et déléguée spéciale à l'égalité femmes-hommes du conseil régional d'Île-de-France.

59% des lycéen·nes d'Île-de-France estiment que la lutte contre le harcèlement et les cyberviolences sexistes et sexuelles est l'action prioritaire à mettre en place ou à renforcer dans leurs lycées. C'est le résultat d'un sondage Opinionway réalisé pour le Centre Hubertine Auclert. 92% des élèves, en majorité des filles, indiquent être confronté·es au sexisme, aux violences ou aux inégalités de genre dans leur quotidien. Et 74% des lycéen·nes d'Île-de-France attendent des actions supplémentaires de leurs lycées contre les violences sexistes et sexuelles.



> [la synthèse de l'étude opinionway](#) <

> [l'étude sur le cybersexisme chez les adolescent-es](#) <

> [le site de prévention www.stop-cybersexisme.com](http://www.stop-cybersexisme.com) <

CONTACT PRESSE : Lillian Legendre – lillian.legendre@hubertine.fr – 06 66 21 98 52

Le [Centre Hubertine Auclert](#), organisme associé du Conseil Régional d'Île-de-France, est un centre de ressources, d'expertise et de formation qui promeut une culture de l'égalité entre les femmes et les hommes et contribue à lutter contre les violences faites aux femmes à travers son Observatoire régional. Il apporte de l'expertise et des ressources sur ces thèmes aux actrices et acteurs qui œuvrent sur le territoire francilien (collectivités, associations, syndicats, établissements scolaires), notamment à travers la formation en tant qu'organisme en convention avec le ministère de l'Éducation nationale.